

Si vous ne visualisez pas correctement cet email, Cliquez ici (http://andregerin.fr/index.php?option=com_acymailing&ctrl=archive&task=view&mailid=124&key=36a1abc9dad6f251c5ae0d94d3ae6a8c).

(<http://www.blogandregerin.fr>)

Pourquoi je ne signerai pas la pétition de l'Humanité

Permanence Parlementaire
27 rue Francis de Pressensé
69190 SAINT-FONS
Tél - Fax : 04 78 67 16 99

Assemblée Nationale
126 rue de l'Université
75355 Paris Cedex 07 SP
Tel: 01 40 63 69 70
Fax : 01 40 63 49 40
depute.andregerin@gmail.com
<http://www.blogandregerin.fr>

Madame, Monsieur,

Veillez trouver, ci-joint, le courrier de André Gerin à Patrick Le Hyaric, directeur du journal l'Humanité à propos de la pétition réclamant notamment la création d'un fonds de développement humain, social et environnemental à partir de la banque centrale européenne.

Cordialement

Cher Camarade,

Je ne signerai pas la pétition lancée par l'Humanité réclamant notamment la création d'un fonds de développement humain, social et environnemental à partir de la BCE, outil par excellence au service du secteur bancaire et financier, de l'oligarchie financière.

De telles instances, comme toutes les autres, sont dimensionnées pour imposer le capitalisme mondialisé. Ce qui est à l'ordre du jour, c'est la remise en cause des traités depuis Maastricht, qui sont autant de camisoles, dont il faut se défaire. L'Euro en fait partie pour abaisser les souverainetés nationales.

Les instances européennes multiplient les réunions afin d'imposer à tous les pays de l'Union européenne la cure d'austérité et la purge infligées déjà à la Grèce et à l'Irlande.

Les responsables de la crise financière sont clairement identifiés : ce sont les grandes banques et les institutions financières européennes et mondiales. Elles ont joué avec le feu, elles ont mis le feu, développant la spéculation contre l'économie réelle, celle qui permet de produire les richesses.

Les Etats se sont empressés de voler au secours des incendiaires avec 5 000 milliards d'euros. Leurs finances publiques sont en péril, tandis qu'ils ont tari, avec l'austérité, les sources de toute croissance.

Il s'agit à présent de payer la facture alors que les fauteurs de crise ont repris, de plus belle, le monopoly financier. Qui va payer ? Le peuple.

Pour les partisans de la loi du fric comme seule boussole de gouvernance des sociétés humaines, la crise est une aubaine.

Ils considèrent qu'elle va leur permettre aujourd'hui d'imposer toute la logique libérale, qui a présidé à la création de l'OMC, du projet de Constitution européenne rejetée par les Français, de la BCE et de l'Euro.

Il s'agit de lever tous les obstacles qui entravent la « concurrence libre et non faussée », l'envahissement par le profit de toutes les activités. Cela implique la liquidation des services publics, des avancées sociales, du droit du travail... et une austérité drastique, ce que le gouvernement français a commencé de mettre en place avec le budget 2011.

Il est illusoire de penser que nous sortirons de cette impasse sans remettre en cause les cadres qui nous ont été imposés.

Il s'agit de redéfinir une coopération entre pays européens fondée sur le développement des richesses des nations et des intérêts mutuellement avantageux.

Il n'y a pas de sortie de la crise sans que soient demandés des comptes aux banques, sans qu'elles financent l'économie réelle, c'est-à-dire l'investissement productif et des revenus du travail dignes. La question de leur nationalisation nous est posée comme un impératif pour rompre avec le capitalisme du désastre.

Reçois, Cher Camarade, mes fraternelles salutations.

André GERIN

Pour toute information complémentaire, coordonnées de son collaborateur,
Jacques Desmoulin : 01 40 63 69 70 ou 06 87 45 60 26

(<http://www.intersed.fr>)

Vous souhaitez vous désinscrire ?